

# L'ACCÈS HUMANITAIRE AU SAHEL CENTRAL: SCÉNARIOS

acaps 

 NORWEGIAN  
REFUGEE COUNCIL

---

Les évolutions possibles de  
l'accès humanitaire au Mali,  
au Burkina Faso et au Niger  
au cours de l'année 2021

| FÉVRIER 2021

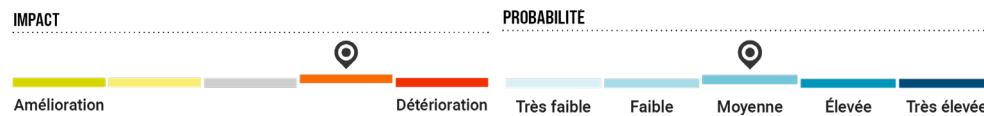
Pour toute question, n'hésitez pas à nous contacter à [info@acaps.org](mailto:info@acaps.org)





## Scénario 1

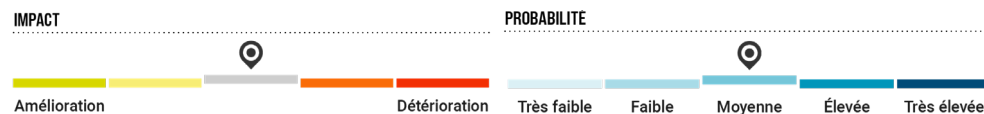
La gouvernance des États reste faible. L'intensification des conflits et des inondations localisées restreignent l'accès humanitaire.



Aucun effort n'est fait pour améliorer la gestion foncière, l'accès et l'utilisation des ressources. Les services sociaux de base et les infrastructures continuent de manquer dans une large partie des territoires. Les processus électoraux ne sont toujours pas transparents et les autorités bénéficient d'un soutien des populations limité. La sécurité diminue considérablement à mesure que les groupes armés non étatiques (GANE) et les acteurs nationaux de défense et de sécurité multiplient les offensives pour le contrôle des territoires et de leurs ressources. Les forces de sécurité internationales multiplient également les opérations. Lorsque des pluies supérieures à la moyenne sont enregistrées dans certaines zones, elles sont de courte durée mais plus violentes, provoquant des inondations localisées. Cela a un impact sur les routes de transhumance et les récoltes et provoque des tensions entre éleveurs et agriculteurs. L'accès humanitaire devient encore plus limité en raison du contexte politique et sécuritaire.

## Scénario 2

Le conflit s'enlise et les gouvernances centrales des États s'effritent à mesure que l'influence des acteurs locaux augmente. L'accès humanitaire se réduit malgré l'amélioration des conditions climatiques.



Les gouvernements centraux sont affaiblis et la confiance des populations envers eux est davantage érodée. Les milices locales gagnent de l'importance dans les communautés à travers leurs actions dans les domaines de l'ordre et de la sécurité. Les GANE profitent de l'affaiblissement de la gouvernance centrale pour offrir des services sociaux de base aux populations sous leur influence, adoptant ainsi une stratégie d'influence territoriale. L'amélioration des conditions climatiques participe à une stabilisation des populations déplacées contribuant à la consolidation des positions des parties aux conflits. Bien que le nombre d'affrontements entre acteurs étatiques et non-étatiques diminue, les conflits restent non résolus et les populations locales sujettes à des contraintes d'accès aux services et à l'aide ainsi qu'à des abus de la part de tous les acteurs au conflit.

## Scénario 3

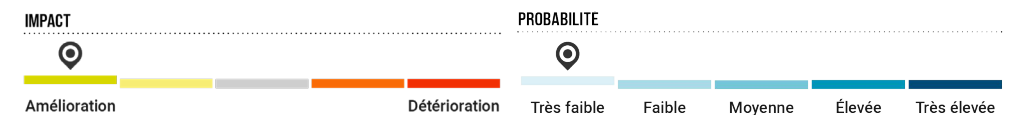
Désengagement international et forte détérioration de la gouvernance des États. Une aggravation majeure des conflits et des aléas climatiques réduit fortement l'accès humanitaire.



La gouvernance des États et les conditions de sécurité se détériorent en raison de troubles sociaux et politiques accrus et d'un désengagement politique et militaire des acteurs internationaux. La France et les États-Unis commencent un retrait progressif de leurs troupes ; le fardeau de la défense retombe sur les acteurs nationaux et locaux qui manquent de capacités. Cette situation donne lieu à une hausse des attaques des GANE. Les événements climatiques extrêmes se multiplient : le nombre d'inondations augmente par rapport à 2020 et les périodes de sécheresse se prolongent en fonction des régions. Le climat et les troubles politiques provoquent des effets socio-économiques négatifs importants, mais la réponse des gouvernements reste faible. Ces événements entraînent des conflits inter et intracommunautaires pour l'accès aux ressources et alimentent la criminalité. L'espace humanitaire est fortement réduit.

## Scénario 4

Réduction des conflits et renforcement de la gouvernance des États ; l'accès humanitaire augmente malgré des aléas climatiques saisonniers.



La gouvernance des États commence à s'améliorer tant au niveau national que local, à mesure que les nouveaux gouvernements font des progrès en termes d'inclusion et de redevabilité. L'augmentation du nombre d'accords locaux de paix permet une gestion et un partage plus équitable des ressources. Cela a pour conséquence une réduction graduelle des conflits inter et intra-communautaires. Les nouveaux gouvernements sont plus enclins à reconnaître les principes humanitaires et forment en conséquence les forces de défense et de sécurité qui sont également plus présentes dans les territoires. Néanmoins, des abus sont encore signalés dans certaines régions et certaines populations restent sans protection. Des inondations affectent encore certaines régions alors que d'autres connaissent un déficit pluviométrique lié notamment aux feux de brousse. Malgré les difficultés temporaires liées aux aléas climatiques, l'accès humanitaire est globalement plus facile.

*Le Conseil Norvégien pour les Réfugiés (NRC) tient à remercier ACAPS pour la réalisation de ce rapport. ACAPS est une structure indépendante qui a pour ambition d'aider les acteurs humanitaires et les bailleurs de fonds à prendre de meilleures décisions. A travers son portfolio d'analyses prospectives, qui inclut particulièrement les analyses de risques et l'élaboration de scénarios, ACAPS aide à l'identification de futures crises humanitaires et soutient la communauté humanitaire à s'y préparer et y répondre. ACAPS a préparé et animé les différents ateliers qui ont permis de développer les scénarios. ACAPS a également réalisé les recherches, puis drafté et finalisé le rapport avec le soutien significatif et les précieuses contributions des organisations participantes afin de fournir une analyse de qualité à l'ensemble de la communauté humanitaire de la région du Sahel. ACAPS est un projet à but non-lucratif d'un consortium constitué par trois ONG : le Conseil Norvégien pour les Réfugiés (NRC), Save the Children et Mercy Corps*

## INTRODUCTION

### Contexte et énoncé du problème

Les trois pays du Sahel central - **Mali, Burkina Faso et Niger** - sont l'épicentre d'une crise humanitaire régionale dont le nombre de personnes affectées a connu une augmentation rapide entre 2019 (6.7 millions de personnes dans le besoin dans les trois pays) et 2020 (9 millions de personnes dans le besoin, OCHA 2020). Cette crise a comme origine le conflit transfrontalier qui implique de nombreux acteurs militaires nationaux et internationaux et plusieurs groupes armés non-étatiques (GANE) et qui se déroule dans un contexte de tensions inter et intra-communautaires. La présence étatique dans certaines zones est faible, ce qui entraîne une offre réduite de services sociaux de base ainsi que de services de protection (MINUSMA 28/12/2020). Le changement climatique et des événements météorologiques extrêmes de plus en plus fréquents aggravent les besoins existants. L'ensemble de ces facteurs impactent l'accès humanitaire, à savoir la capacité des acteurs humanitaires d'accéder directement aux populations affectées et la capacité des populations affectées d'accéder aux services sociaux de base de proximité pour couvrir leurs besoins.

### Objectif et cadre du rapport

Ce rapport présente plusieurs scénarios ad hoc concernant l'évolution de l'accès humanitaire au Sahel central en **2021**.

La question de recherche de départ est la suivante : comment l'accès humanitaire pourrait-il changer au cours de l'année 2021 au Burkina Faso, au Mali et au Niger ? La plupart des scénarios inclut la région du Liptako-Gourma dites des « trois frontières », mais certains scénarios s'intéressent aussi à d'autres zones dans les trois pays.

A partir de scénarios prospectifs sur d'une part, l'évolution de l'accès des personnes dans le besoin aux services et à l'aide, et d'autre part, sur les difficultés que les opérateurs

humanitaires pourraient rencontrer, ce rapport a pour objectifs de sensibiliser aux contextes, soutenir la planification stratégique de la communauté humanitaire et promouvoir les activités de préparation des acteurs humanitaires et politiques du Sahel central.

La période de temps considérée est l'année 2021. Cependant, les scénarios pourraient rester valables quelques mois de plus.

### Définitions et méthodologie

En application de la méthodologie développée par ACAPS, les termes clés utilisés sont définis comme ci-après :

- **Variable:** développement ou événement susceptible de provoquer un changement dans une situation.
- **Hypothèse:** direction que peut prendre une variable (i.e. augmentation, diminution, etc.).
- **Mini-scénarios:** ensemble d'hypothèses ou de mini-récits qui constituent la base des scénarios détaillés.
- **Scénarios:** présentation des différents développements, plus ou moins probables, qu'une situation particulière pourrait engendrer.
- **Facteurs déclencheurs:** développements qui doivent se produire pour que chaque scénario se concrétise.

Les scénarios, dont le développement implique de spéculer sur un avenir incertain, envisagent différentes issues possibles à la situation initialement donnée. Ils projettent différentes façons dont la situation pourrait évoluer. Ces scénarios sont donc une description de situations qui pourraient se produire au cours de 2021. Ils ne sont pas une tentative de prévoir le futur, mais sont plutôt conçus afin de mettre en évidence les impacts et les conséquences humanitaires possibles associés à chaque scénario.

En application de la méthodologie ACAPS, les étapes suivantes ont été suivies : identification de la question de recherche initiale, revue des informations pertinentes, définition du cadre géographique et temporel, identification des variables et analyse des relations entre elles, sélection des variables et transformation en hypothèses, création des mini-scénarios, quantification de l'impact et de la probabilité et sélection des mini scénarios.

Le personnel de 15 organisations humanitaires, de droits de l'homme et de recherche qui travaillent aux niveaux national ou régional a été consulté et a contribué à l'élaboration de ces scénarios en participant à des consultations bilatérales et à deux ateliers qui se sont tenus début décembre 2020.

Au cours des consultations, de nombreuses variables pouvant provoquer des changements sur l'accès humanitaires ont été identifiées. Les **trois macro-variables** qui ont été retenues sont la gouvernance des États (1), la sûreté et la sécurité (2), et les conditions climatiques (3). Le niveau des services étatiques, les dynamiques du conflit et le changement climatique sont



des éléments clés pour expliquer l'accès humanitaire au Sahel central. Ces trois macro-variables ont été utilisées pour stimuler l'analyse en groupe, mais d'autres variables affectant l'accès humanitaire ont également été considérées pour le développement des scénarios.

**Quatre scénarios** ont été élaborés à partir d'hypothèses sur les façons dont ces variables pourraient provoquer des changements plausibles. Ensuite, les scénarios, leurs impacts et conséquences humanitaires, particulièrement en matière d'accès humanitaire, ont été développés. Les quatre scénarios s'excluent mutuellement. Une liste de potentiels indicateurs/facteurs déclencheurs est également donnée en annexe 1. Il convient de noter que la survenue d'un unique facteur déclencheur est rarement suffisant pour engendrer un scénario ou pour impacter l'accès humanitaire. En réalité, la combinaison de plusieurs facteurs est généralement nécessaire. En suivant les indicateurs en annexe 1, il est possible de déterminer la direction vers laquelle la crise se dirige et quel(s) scénario(s) sont de plus en plus susceptibles de se matérialiser, et donc la probabilité.

Pour plus d'informations sur la modalité d'élaboration de scénarios, veuillez consulter le [Mémoire Technique sur le Développement de Scénarios](#) rédigé par ACAPS.

### Limites des scénarios

Les scénarios peuvent sembler simplifier une situation ou un enjeu. L'analyse amène à s'intéresser à des événements spécifiques tout en considérant des hypothèses plus générales. L'élaboration de scénarios n'est pas une fin en soi ; il s'agit d'un processus visant à générer de nouvelles idées qui devraient, à leur tour, entraîner des modifications dans la conception et l'ajustement de projets et dans les prises de décisions.

Le Sahel central n'est pas une zone homogène : les situations peuvent varier considérablement d'un pays à l'autre ou d'une zone à l'autre. Ainsi, un scénario - ou des éléments de scénario - peuvent être plus probables ou pertinents pour une zone, tandis que d'autres scénarios peuvent être plus adaptés ailleurs.

### COMMENT UTILISER LES SCENARIOS

L'objectif de l'élaboration de scénarios n'est pas d'essayer de prédire l'avenir, mais plutôt d'appréhender l'éventail de situations possibles et d'en sélectionner certaines qui entraînent des conséquences multiples et des impacts humanitaires qui sont généralement différents.

Les scénarios sélectionnés peuvent notamment :

- Soutenir la planification stratégique des organisations humanitaires
- Identifier les hypothèses qui sont à la base de l'anticipation des besoins et des interventions liées
- Améliorer l'adaptabilité et la conception d'évaluations approfondies

- Influencer les systèmes de suivi et d'évaluation
- Sensibiliser, partager les alertes précoces et promouvoir des activités de préparation et de réponse rapide des organisations humanitaires

### Structure du rapport

Les quatre scénarios sont résumés en préambule de ce rapport. Ils sont présentés par ordre de probabilité, du plus probable au moins probable, d'après les participants aux différents groupes de travail. Le rapport est ensuite structuré de la manière suivante :

- Présentation de la situation actuelle au Sahel central.
- Détail des 4 scénarios et de leurs conséquences humanitaires.
- Identification des potentiels facteurs aggravants qui pourraient intensifier les conséquences humanitaires d'un ou plusieurs scénarios.
- Un résumé des événements déclencheurs qui pourraient occasionner les situations décrites dans les scénarios est annexé à la fin du rapport. En suivant les indicateurs présentés, il est possible de déterminer la direction vers laquelle la crise se dirige et quel(s) scénario(s) sont de plus en plus susceptibles de se matérialiser.

### LISTE DES SIGLES ET DES ACRONYMES

<b>CEDEAO</b>	Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest
<b>EEI</b>	Engins explosifs improvisés
<b>EIGS</b>	État Islamique dans le Grand Sahara
<b>GANE</b>	Groupes armés non étatiques
<b>GSIM</b>	Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans
<b>MINUSMA</b>	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali
<b>PDI</b>	Personnes déplacées internes
<b>QIP</b>	Quick Impact Projects – Projets à impact rapide
<b>VBG</b>	Violence basée sur le genre



## SITUATION ACTUELLE DU SAHEL CENTRAL

### Situation générale

L'intensification du conflit au Sahel central et plus particulièrement dans la région transfrontalière du Liptako-Gourma a conduit à une augmentation des déplacements de populations et des besoins humanitaires au **Burkina Faso, Mali et Niger**.

D'abord, la situation a une **ampleur régionale** pour différentes raisons. Les GANE et les acteurs militaires nationaux et internationaux agissent au-delà des frontières. La nature des GANE est également complexe. Il y a parfois une superposition de groupes d'obédience idéologique à des groupes communautaires d'auto-défense et des groupes liés à la grande criminalité, laquelle est très importante dans la région.

La crise régionale est aussi une crise de **légitimité** des gouvernements qui offrent des **services sociaux de base** limités, particulièrement dans les zones reculées et affectées par les conflits. Les infrastructures publiques, les leaders communautaires et les représentants de l'État sont aussi fréquemment ciblés par les groupes armés (OCHA 10/2020, Conférence sur le Sahel central 2020).

Enfin, le changement climatique et la fréquence des événements météorologiques extrêmes contribuent aux tensions inter et intracommunautaires pour l'accès aux ressources et impactent la productivité agricole et pastorale ainsi que la sécurité alimentaire (Solidarités 13/03/2020). Tous ces facteurs ont pour conséquence des mouvements de populations internes et transfrontaliers nombreux.

Pour répondre à ces crises multiples et multisectorielles, les gouvernements nationaux et la communauté internationale continuent à mettre la priorité sur les questions sécuritaires, au détriment des questions humanitaires. L'augmentation des budgets nationaux dédiés à la sécurité couplée à une réduction du budget pour les services sociaux de base créent un **cercle vicieux** dans lequel les conflits se nourrissent des inégalités d'accès aux ressources naturelles et aux services sociaux de base, engendrant davantage de tensions sociales. De plus, la **coordination civilo-militaire** est faible et la distinction entre humanitaire et militaire est parfois mise à mal – par exemple lorsque les acteurs militaires mettent en œuvre des projets à impact rapide (Quick Impact Projects) (CSIS 17/11/2020). En plus, l'absence de définition commune du **triple nexus** (le nexus humanitaire-développement-paix) et le contexte politique et militaire tendent à réduire l'espace humanitaire (discussion avec partenaires opérationnels 11/2020).

Les restrictions liées à la **COVID-19**, bien que diminuées, restent en vigueur aux frontières terrestres des trois pays, où le passage n'est officiellement autorisé qu'aux transports de marchandises. Néanmoins, les frontières terrestres maliennes et burkinabé sont poreuses et le passage de personnes continue. Les frontières aériennes sont ouvertes avec l'obligation

d'un test PCR négatif dont la validité varie d'un pays à un autre. Une quarantaine de sept jours, avec retenue du passeport par les autorités, est imposée lors d'une arrivée au Niger pour un séjour de 14 jours ou plus (Ambassade des États Unis au Niger 08/12/2020; Ambassade des États Unis au Burkina Faso 26/11/2020; Ambassade des États Unis au Mali 02/12/2020).

Les **contraintes administratives** telles que les mesures imposées en lien avec les dispositions de lutte anti-terroriste dans le contexte du conflit croissant contraignent l'accès (OCHA 16/10/2020, discussion avec partenaires opérationnels 11/2020). Par ailleurs, les acteurs humanitaires font parfois face à des risques de **récupération politique** de leurs actions, notamment en période d'élections, ou après des opérations militaires et en coïncidence avec des retours forcés des populations (discussion avec partenaires opérationnels 12/2020).

### Les acteurs armés du conflit

Les populations au Burkina Faso, au Mali et au Niger subissent les violences de différents groupes armés opérant dans la région transfrontalière du **Liptako-Gourma** et au-delà (ECFR 2020). Les rivalités entre l'**État Islamique dans le Grand Sahara (EIGS)** et le **Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM)**, affilié à Al-Qaeda, ont complexifié les dynamiques du conflit depuis fin 2019 (CTC 11/2020, ICCT 20/03/2020). Par ailleurs, le développement des **milices d'autodéfense** a conduit à une prolifération des parties armées au conflit. Prenant la forme de groupes communautaires d'autodéfense, certaines de ces milices sont accusées d'avoir tué des civils soupçonnés de collaborer avec les GANE (Atalayar 05/10/2020).

Parmi les acteurs militaires actifs au Sahel central, les principaux sont les armées nationales, les forces de police nationale et de la gendarmerie, l'opération Barkhane pour la lutte contre le terrorisme dirigée par la France, la Mission des Nations Unies au Mali (MINUSMA) et des missions européennes pour la formation civile et militaire au Mali et au Niger (ISPI 09/09/2019, IAI 06/2020). La France et les Nations Unies ont le plus grand nombre de troupes déployées au Sahel. Au niveau régional, le réseau du G5 Sahel a été créé en février 2014 pour coordonner les politiques sécuritaires et de développement entre les gouvernements de la Mauritanie, du Mali, du Burkina Faso, du Niger et du Tchad (ISPI 09/09/2019). En 2017, le réseau a aussi créé une force militaire conjointe transfrontalière (FC-G5S) (INTERPOL).

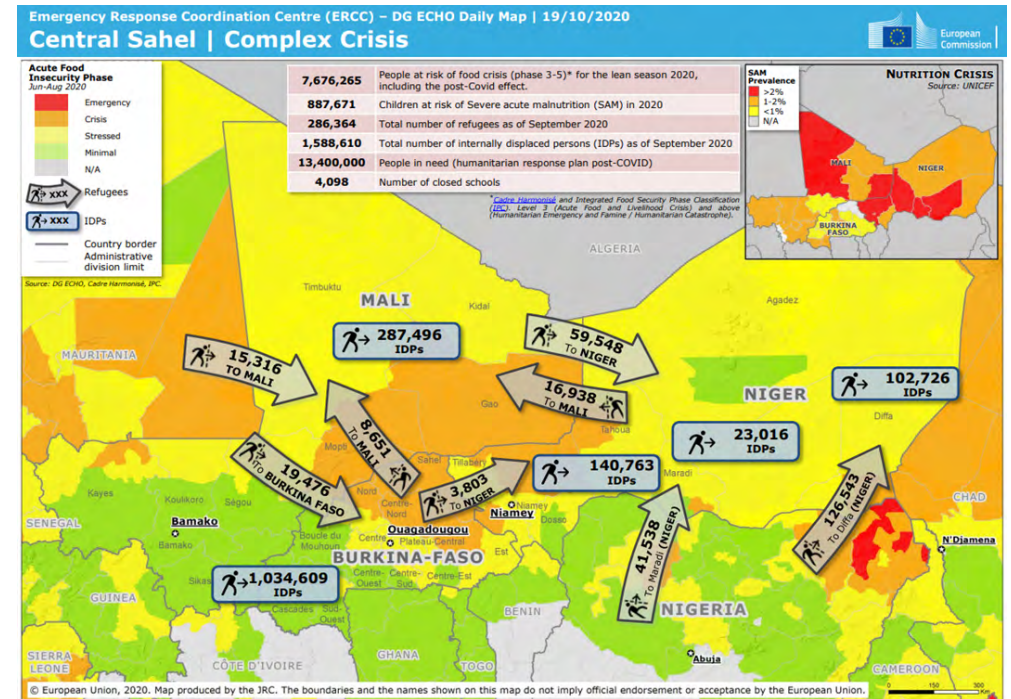
Les acteurs militaires et les GANE ont **une compréhension limitée du mandat, de la mission et des principes des acteurs humanitaires**. Les opérations des acteurs militaires et les tactiques des GANE impactent la sécurité des axes empruntés par les populations civiles et les acteurs humanitaires. Déjà en 2019 et plus récemment depuis le 2 septembre 2020, le gouvernement du Niger impose le recours obligatoire aux **escortes armées** pour les diplomates et organisations humanitaires circulant hors des grandes villes. Ceci a grandement **contraint l'accès**, et certaines opérations humanitaires ont été annulées au nom du principe de neutralité (ECHO consulté le 04/12/2020, WFP 23/10/2020).

## Les processus de paix, de réconciliation et de dialogue

Les accords locaux de paix entre les civils et les parties au conflit sont à un **stade précoce**, donc **fragiles**, et fortement dépendants de facteurs exogènes. Au Mali, les discussions sur l'accord d'Alger restent bloquées et n'impliquent pas les GANE à idéologie islamiste-djihadiste, à l'origine de la majorité des violences actuelles (Le Monde 09/07/2020). D'autres accords de paix plus localisés ont été signés, mais sont peu respectés (discussion avec partenaires opérationnels 11/2020). Malgré cela, les médiations locales continuent sous l'impulsion de la junte malienne au pouvoir depuis le coup d'état militaire du 18 août 2020 (RFI 08/11/2020). Des négociations entre le gouvernement malien et les GANE ont permis la libération en octobre 2020 de quatre otages en échange de 200 personnes parmi lesquelles des membres des GANE emprisonnés (RFI 10/10/2020). Auparavant, le gouvernement du **Burkina Faso** refusait le dialogue avec les GANE, privilégiant la stratégie militaire (Le Monde 20/11/2020, discussion avec partenaires opérationnels 12/2020). Mais pendant la récente campagne électorale une partie de la population a demandé le dialogue (discussion avec partenaires opérationnels 12/2020) et des négociations sont en cours dans la province du Soum. Au **Niger**, la question du dialogue avec les GANE divise le gouvernement et les forces militaires depuis plusieurs années. En 2020 la stratégie militaire a été privilégiée.

## Les mouvements de populations

L'insécurité a conduit à une **augmentation du nombre de déplacés et réfugiés** dans les trois pays. La région du **Liptako-Gourma** compte presque **1.5 millions de personnes déplacées internes (PDI)** au 30 Novembre, une augmentation de 36% depuis Janvier 2020 – 1.05 millions au Burkina Faso, 295,000 au Mali, et 140,700 à Tahoua et Tillabéry au Niger. Les déplacements de populations sont aussi **transfrontaliers**, vers l'un des deux autres pays ou vers des pays tiers. Il y a ainsi environ **173,000 réfugiés** de la crise sécuritaire du Sahel central, répartis au Burkina Faso, au Niger, au Mali et en Mauritanie (IOM 7/12/2020, UNHCR 05/11/2020, UNHCR 10/11/2020). Le Niger compte aussi 198,000 réfugiés nigériens à Maradi et à Diffa. L'augmentation des déplacements génère une **pression accrue** sur les ressources naturelles et les populations d'accueil, spécialement dans les zones affectées par les conflits (discussion avec partenaires opérationnels 11/2020). Aussi, ces populations en mobilité permanente sont jeunes, ce qui accroît leur vulnérabilité et qui peut favoriser le recrutement au sein des GANE et entretenir le cycle vicieux des repréailles intercommunautaires (discussion avec partenaires opérationnels 12/2020).



Source: DG ECHO 19/10/2020

## Les enjeux de gouvernance

Les trois pays sont classifiés comme «**partiellement libres**» en ce qui concerne les libertés civiles et politiques (Freedom House 2020). La **corruption** est considérée comme un problème majeur particulièrement au Niger et au Mali, qui sont respectivement à la 120me et 130me place sur 198 pays en termes de corruption perçue (Transparency 2020). La **présence faible de l'État** dans les zones reculées et une décentralisation inadéquatement mise en œuvre limitent aussi la capacité des gouvernements centraux à répondre aux besoins et à protéger les populations (ACF et al. 2020).

Comme évoqué plus haut, la crise au Sahel central est aussi une **crise de légitimité** des gouvernements (Consultations table ronde ministérielle Sahel central 2020). A cause du manque d'investissements dans les institutions publiques, l'offre de services essentiels comme la **justice, la santé ou l'éducation** est limitée, particulièrement dans les villages et les zones touchées par les conflits (ACF et al. 2020). Le matériel scolaire, ainsi que les médicaments et équipements médicaux ne sont pas toujours disponibles. Les conditions de travail précaires sont aussi à l'origine de grèves du personnel de santé et des enseignants surtout au Mali et au Burkina Faso (ACF et al. 2020). Malgré les progrès enregistrés au cours des dernières années, les services de protection sociale sont encore faibles et ils ne sont pas suffisamment étendus (ACF et al. 2020).

Au niveau national, chaque gouvernement fait face à **des défis spécifiques**. Une coordination limitée ou absente entre les autorités nationales et locales contribue à l'échec de la gouvernance, spécialement au **Mali** (CSIS 6/12/2019). Au **Niger**, un climat de méfiance s'est instauré entre certaines populations locales et les forces de défense et de sécurité dans les régions de l'ouest (discussion avec partenaires opérationnels 11/2020). Au **Burkina Faso**, au moins 300.000 personnes ont été empêchées de se rendre aux urnes lors des élections du 22 novembre par l'insécurité (Deutsche Welle 23/11/2020).

Au niveau régional, il y a par ailleurs des problématiques communes entre les trois pays comme notamment les exactions commises à l'encontre des populations civiles, endémiques à la réponse sécuritaire (Amnesty International 10/06/2020).

L'insuffisante volonté politique de résoudre les inégalités structurelles, sociales et territoriales provoque aussi des tensions et défavorise certains groupes ethniques comme les Peul, les Fulsé, et les Touareg dans certaines zones ou certaines populations comme les pasteurs nomades (ICG 24/04/2020, discussion avec partenaires opérationnels 12/2020).

### Les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire

L'économie au Sahel central repose principalement sur **l'agriculture et l'élevage**. **L'orpaillage** a aussi connu un essor ces dernières années (ICG 13/11/2019, Anticipation Hub 2020). Globalement, les **transactions informelles** sont essentielles pour le commerce régional. Les trois pays ont un faible revenu national et environ **40% de la population** vit en dessous du seuil de pauvreté national (World Bank). La concurrence pour l'accès aux ressources est forte en raison des conflits, de la faible présence étatique, de la mauvaise gouvernance, du changement climatique, et de l'extension des terres agricoles qui empiètent sur des terres de pâturages. Cela est particulièrement problématique lorsque les communautés sont déplacées, privées de leur terre, et donc de leurs moyens de subsistance (ICG 24/04/2020, discussion avec partenaires opérationnels 12/2020).

**L'insécurité alimentaire et nutritionnelle** dans les zones touchées par le conflit a augmenté radicalement au cours des cinq dernières années. Notamment, les conflits et le changement climatique sont des obstacles majeurs à la production agricole. Le manque d'investissements étatiques en zones rurales, l'absence de moyens de production agricole efficaces et la pression foncière croissante contribuent aussi à l'insécurité alimentaire (ACF et al. 2020). Ainsi, **l'insécurité alimentaire aiguë** s'est accrue de 225 % au Burkina Faso, de 91 % au Mali et de 77 % au Niger au cours des cinq dernières années (UNICEF 20/10/2020). Au Sahel central, d'après les estimations, 7.4 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire (phase IPC 3 ou plus) pendant la phase de soudure de 2020 (OCHA 16/10/2020). De plus, 900,000 enfants souffraient de **malnutrition aiguë sévère** dans les trois pays (OCHA 16/10/2020). Les zones d'accueil des réfugiés nigériens fuyant les activités de groupes affiliés

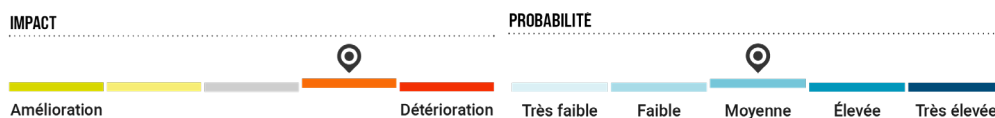
à l'État Islamique, comme Diffa et Maradi au Niger, ainsi que les zones d'accueil de milliers de PDI, comme les provinces du Loroum, Soum, Oudalan, Séno, Sanmatenga au Burkina Faso font face à des défis alimentaires particulièrement complexes (Cadre Harmonisé 10/08/2020, FEWSNET 11/2020).

### Les évènements climatiques

Le Sahel est parmi les régions du monde où les températures ont le plus rapidement augmenté ces dernières années et où les effets du changement climatique sont plus évidents (UNHCR 02/12/2020, Solidarités 13/03/2020). Le Sahel est régulièrement affecté par des catastrophes naturelles localisées comme **les sécheresses, les inondations, les tempêtes et les feux de brousse**. Des processus de dégradation naturelle à plus long terme sont aussi en cours. **La dégradation du sol et de la végétation**, la désertification ainsi que l'ensablement des ressources d'eau et les altérations du cycle hydrologique affectent la productivité agricole, la pêche et l'élevage (ACF et al. 2020). Ces phénomènes extrêmes, associés à une saisonnalité décalée, ont un impact direct sur les moyens de subsistance: ils diminuent les rendements agricoles, la disponibilité et l'accès à l'eau et provoquent des pertes de bétails (UNDP, Anticipation Hub 2020). Le changement climatique, les catastrophes naturelles et des réponses gouvernementales inadéquates sont un des facteurs de l'insécurité alimentaire dans la région. Ils font partie des facteurs déclencheurs des déplacements de populations, de conflits inter et intracommunautaires et exacerbent les tensions préexistantes entre **éleveurs et agriculteurs** concernant l'exploitation de la terre et des ressources d'eau (OCHA 16/10/2020, Solidarités 13/03/2020, ICG 24/04/2020). Tenant compte de la croissance démographique et de la raréfaction des ressources au niveau régional, la concurrence pour les ressources disponibles est susceptible de s'aggraver (Solidarités 13/03/2020, IOM 2020).

## SCÉNARIOS

# 1. La gouvernance des États reste faible. L'intensification des conflits et des inondations localisées restreignent l'accès humanitaire.



Aucun effort n'est fait pour améliorer la gestion foncière et l'accès aux ressources naturelles. L'administration, les services sociaux de base et les infrastructures restent absents ou insuffisants sur une grande partie du territoire. Les processus électoraux ne sont toujours pas transparents et sont discrédités. Les autorités ont un soutien de leurs populations limité. Des périodes de pluies sporadiques et inférieures à la moyenne sont enregistrées dans certaines zones, impactant la production agricole. Lorsque des pluies supérieures à la moyenne sont enregistrées, elles provoquent des inondations localisées. Cela a un impact sur les routes de transhumance et sur les récoltes, et aggrave les tensions entre les éleveurs et les agriculteurs autour de l'accès à la terre, aux couloirs de transhumance et aux points d'eau. La sûreté et la sécurité diminuent considérablement à mesure que les GANE et les forces de défense et de sécurité multiplient les offensives pour prendre ou reprendre le contrôle des territoires et des ressources. Les forces de sécurité internationales multiplient également les opérations. La force conjointe du G5 Sahel est aussi redéployée. Par conséquent, davantage de populations sont contraintes de se déplacer à l'intérieur des trois pays et dans la région plus globalement, augmentant la pression sur les ressources et les services déjà limités. Les tensions entre les déplacés et les communautés d'accueil augmentent du fait d'une plus grande pression sur les ressources naturelles.

## Les facteurs déclencheurs possibles

### La gouvernance

- Pas d'augmentation des investissements dans les infrastructures et les services
- Les États continuent d'être absents dans une large partie des territoires
- Le fonctionnement des services sociaux de base continue d'être insuffisant
- Les processus électoraux restent largement discrédités

### Les conditions climatiques

- Des fortes pluies dans certaines zones du Mali mais aussi tout autour des bassins du fleuve Niger provoquent des inondations localisées

### La sûreté et la sécurité

- Les tensions sociales contre les représentants des États centraux augmentent
- Les tensions communautaires en lien avec la gestion des ressources naturelles et des services sociaux de base s'aggravent
- Les GANE et les forces de défense et de sécurité luttent pour le contrôle des territoires et des ressources
- Des opérations militaires internationales plus agressives contre les GANE sont conduites (y compris par l'opération Barkhane et la réactivation du G5 Sahel)
- Les projets à impact rapide et autres interventions militaires présentées comme humanitaires augmentent à court terme

## Les zones concernées

Liptako-Gourma

## Impact général

Les efforts pour ramener la paix et privilégier le dialogue inter et intracommunautaire se poursuivent, ce qui fait que le niveau de cohésion sociale reste au même niveau. Néanmoins, la confiance dans l'État n'est pas complètement rétablie en raison de la faiblesse de l'appareil judiciaire et du fonctionnement de la justice. De fait, les exactions commises par des acteurs militaires ne sont toujours pas poursuivies en justice et la justice militaire n'est pas adéquatement appliquée.

## Les conséquences humanitaires

L'insécurité accrue, les inondations, ainsi qu'une faible gouvernance contraignent l'accès des acteurs humanitaires aux personnes dans le besoin et l'accès des populations aux services et à l'aide. Ces facteurs engendrent une augmentation du nombre de personnes affectées et de PDI et une exacerbation localisée des besoins. Néanmoins, cette augmentation des besoins reste à une échelle plus limitée si comparée à la détérioration grave décrite par le scénario 3.



A cause des inondations et de l'intensification du conflit, les ressources naturelles deviennent de plus en plus limitées dans certaines régions. Les routes de transhumance et les récoltes sont affectées et une partie des réserves alimentaires est détruite. Par conséquent les économies des ménages et la sécurité alimentaire sont sapées. Dans les zones rurales les plus affectées par le conflit et les événements climatiques extrêmes où les acteurs humanitaires n'ont pas d'accès, le nombre de ménages en phase d'insécurité alimentaires de stress (phase IPC 2) ou de crise (phase IPC 3) augmente.

Des ménages perdent leurs habitations à cause des inondations et du conflit. Les besoins de base, notamment en ce qui concerne les abris, sont plus facilement couverts en milieu urbain et périurbain, grâce à une meilleure accessibilité, mais perdurent dans les zones rurales.

### **Accès des populations affectées à l'aide humanitaire et aux services**

---

Les populations rurales et nomades et les habitants de zones sous le contrôle des GANE restent ceux qui rencontrent les plus grandes difficultés à accéder à l'aide et aux services. En matière de protection, les femmes, les enfants et tous les survivants des VBG ont du mal à accéder aux services nécessaires car les programmes ne sont pas encore acceptés par les communautés ou les autorités locales. Les discussions autour des questions de protection au sein des communautés restent limitées. Il y a aussi une nécessité de garantir la sûreté des personnes qui se déplacent pour accéder aux services sociaux de base et à l'aide humanitaire alors que les opérations militaires s'intensifient. L'accès aux services WASH est aussi limité en raison d'une réduction des sources d'eau disponibles et un manque d'infrastructures.

### **Accès des acteurs humanitaires aux populations affectées**

---

La forte présence militaire a un impact sur les interventions humanitaires avec une militarisation de l'aide. Les projets à impact rapide et autres interventions militaires présentées comme humanitaires augmentent à court terme. La distinction entre militaires et humanitaires s'estompe aux yeux des populations et des parties prenantes. L'enchaînement des opérations militaires augmente les restrictions d'accès, et certaines zones sont coupées.

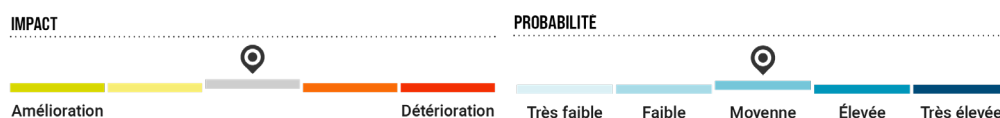
En plus, les financements des bailleurs de fonds deviennent encore plus politisés car associés aux objectifs militaires et politiques des États. Les réponses humanitaires ne sont en conséquence pas toujours apportées là où les besoins sont les plus urgents.

Le maintien de mesures sécuritaires restrictives empêche, dans certains cas, les négociations avec les groupes armés pour l'accès humanitaire. Globalement, au Mali le gouvernement reste plus souple et plus tolérant vis-à-vis des organisations humanitaires, inversement au Niger et au Burkina Faso, où la crise et une forte présence humanitaire sont plus récentes. Toutefois, la France, dont l'influence sur la politique malienne est importante, continue de refuser le contact avec les GANE ce qui réduit aussi les possibilités des négociations humanitaires.

Certaines zones ne deviennent accessibles que par voie aérienne (par exemple, celles inondées ou très peu sûres). Par conséquent, des zones rurales risquent d'être oubliées dans la réponse humanitaire. La présence d'engins explosifs improvisés (EEI) dans les zones de conflit met les populations locales ainsi que les humanitaires en danger, particulièrement en cas d'inondation lorsqu'ils peuvent être déplacés.

## SCÉNARIOS

## 2. Le conflit s'enlise et les gouvernances centrales des États s'effritent à mesure que l'influence des acteurs locaux augmente. L'accès humanitaire se réduit malgré l'amélioration des conditions climatiques.



Les gouvernements centraux sont affaiblis et la confiance des populations envers ceux-ci est davantage érodée. Notamment, le contrôle des gouvernements en dehors des villes diminue, et les populations rurales se sentent encore plus éloignées des États. Les milices locales gagnent en importance dans ces communautés à travers leurs actions pour maintenir le respect de l'ordre et de la sécurité. Les groupes armés profitent de l'affaiblissement de la gouvernance pour offrir des services sociaux de base aux populations sous leur contrôle. Ceci, ainsi que la nouvelle rivalité entre Al-Qaeda et les groupes affiliés à l'État Islamique, les amène à passer à une stratégie de contrôle territorial plutôt qu'à une stratégie d'attaques spontanées. En conséquence, les acteurs du conflit se replient sur leurs positions et le conflit perd de son dynamisme.

L'amélioration des conditions climatiques favorise l'intégration locale des populations déplacées grâce à plus de disponibilité et un meilleur partage des ressources. Cela contribue à la consolidation des positions des parties au conflit.

Bien que les affrontements diminuent, le conflit reste non résolu et la situation sécuritaire reste tendue. Les populations locales sont toujours sujettes à des contraintes dans l'accès aux services étatiques et à l'aide, et à des abus de la part de tous les acteurs du conflit.

### Les facteurs déclencheurs possibles

#### La gouvernance

- La junte au Mali échoue dans sa promesse d'une transition vers un gouvernement civil et perd le soutien des populations. Des sanctions internationales mettent plus de pression sur le pays

- Les attaques sur les leaders communautaires au Niger diminuent la gouvernance locale et l'influence de l'État dans les zones reculées
- Chute de la gouvernance au Niger à la suite de la non-tenu des élections dans certaines communautés à cause de l'insécurité
- Les communautés isolées au Burkina Faso deviennent de plus en plus frustrées de la situation et se sentent plus distantes du gouvernement central. Les groupes d'autodéfense échappent au contrôle étatique

#### Les conditions climatiques

- La météorologie est favorable à l'agriculture avec des aléas moins extrêmes et de bonnes pluies pendant la saison des pluies

#### La sécurité et la sûreté

- Les incidents violents continuent mais chaque acteur se concentre sur le maintien de ses positions
- Le conflit et les tensions intercommunautaires persistent, avec des localités coupées du reste de la région et où l'accès est impossible

### Les zones concernées

Au Burkina Faso, les régions du Sahel et de l'Est, mais aussi des autres régions affectées par le conflit ; au Niger, Tillabéry, Tahoua, Diffa et Dosso ; au Mali, la zone des trois frontières, mais aussi le nord, le centre et certaines parties du sud.

### Impact général

L'emprise des différents acteurs du conflit sur les territoires augmente les problématiques liées au manque de coordination civilo-militaire. Les négociations pour l'accès humanitaire doivent prendre en compte les GANE et les milices d'autodéfense, ce qui attise la méfiance des gouvernements envers les acteurs humanitaires. Les leaders communautaires et les autorités décentralisées ont un rôle plus important dans l'administration des localités et dans la distribution de l'aide humanitaire.

Au Mali, des opérations militaires ont lieu pour tenter de déloger les GANE des nouveaux territoires sous leur contrôle. La perte du contrôle étatique sur les groupes d'autodéfense augmente le nombre d'exactions sur les civils suspectés de collaborer avec les GANE au Burkina Faso. La réponse humanitaire au Niger et au Burkina Faso est fortement impactée par la continuation de l'insécurité.

## Les conséquences humanitaires

Une partie de la population continue de se diriger vers les centres urbains pour fuir l'insécurité et/ou accéder aux services sociaux de base, des besoins humanitaires persistent chez les déplacés et les populations hôtes. L'amélioration de la situation climatique n'implique pas forcément une amélioration marquée de la sécurité alimentaire car l'insécurité et le contrôle du territoire par différents acteurs empêchent toujours l'accès aux meilleures terres agricoles et impactent les moyens de subsistance. Les tensions intercommunautaires liées au partage de la terre entre les couloirs de transhumance et les champs agricoles continuent. Les femmes sont toujours ciblées par les violences et les besoins de protection et de suivi pour les personnes survivantes de VBG restent prioritaires.

### Accès des populations affectées à l'aide humanitaire et aux services

Les contraintes d'accès des populations continuent. Dans certaines communautés hôtes accueillant une proportion élevée de PDI à long terme les infrastructures continuent à être sous pression. Au Mali, les infrastructures WASH des centres hôtes ne sont pas suffisantes pour absorber des nouveaux arrivés. Ceci est moins problématique au Burkina Faso et au Niger où les camps de déplacés disposent d'infrastructures WASH suffisantes pour répondre aux besoins. L'accès à l'éducation et aux infrastructures de santé continue d'être limité dans les zones de conflit avec des fermetures à cause de la violence. Les écoles et centres de santé ouverts sont surchargés.

Certains GANE limitent le mouvement des femmes. Dans les territoires contrôlés par ces groupes, l'accès des femmes aux services sociaux de base et à l'aide humanitaire, ainsi que leur capacité de subvenir à leurs besoins sont restreints.

### Accès des acteurs humanitaires aux populations affectées

Les contraintes opérationnelles augmentent avec l'imposition de conditionnalités par les différents acteurs. Les milices d'autodéfense doivent être prises en compte dans les négociations d'accès humanitaire. La perte de dynamisme du conflit permet de débiter des discussions afin de négocier l'accès humanitaire à certaines zones qui étaient jusqu'à présent inaccessibles.

### 3. Désengagement international et forte détérioration de la gouvernance des États. Une aggravation majeure des conflits et des aléas climatiques réduit largement l'accès humanitaire.



Le niveau déjà faible de gouvernance des États et les conditions de sécurité se détériorent en raison de troubles sociaux et politiques accrus et d'un désengagement progressif des acteurs internationaux dans la région. Les résultats électoraux sont contestés et aboutissent parfois à des affrontements ou à de violentes manifestations. Par conséquent, les autorités perdent leur légitimité. Les gouvernements nationaux et la communauté internationale restent concentrés sur la sécurité, au détriment de la protection des populations civiles et de la gouvernance inclusive qui restent ignorées (par ex. la participation politique des communautés marginalisées). Le ressentiment des populations envers les forces de sécurité, en particulier françaises, augmente. La France et les États-Unis commencent un retrait progressif de leurs troupes qui ne sont pas remplacées par d'autres forces, créant un désengagement militaire international majeur. L'attention politique internationale donnée aux gouvernements des trois pays se réduit aussi. Le fardeau de la défense retombe sur les acteurs nationaux et locaux qui manquent de formation et de capacités. Les attaques des GANE tant en zones rurales qu'en zones urbaines augmentent sauf pendant la saison des pluies pendant laquelle une réduction temporaire est observée. L'enrôlement forcé de civils par les GANE est aussi plus fréquent. De plus, la fréquence des événements climatiques extrêmes, ainsi que le nombre d'inondations augmentent, provoquant des effets socio-économiques négatifs importants. La réponse des États face aux conséquences des aléas climatiques et des troubles politiques n'est pas suffisante et l'espace humanitaire se réduit drastiquement.

#### Les facteurs déclencheurs possibles

##### La gouvernance

- Les résultats des élections sont contestés violemment et les gouvernements perdent en légitimité
- Le désengagement militaire et politique de la communauté internationale entraîne une réduction d'appui militaire et de la pression politique exercée sur le gouvernement pour une meilleure performance
- Les politiques sont encore davantage axées sur la sécurité et non sur la protection et l'inclusion
- Les réponses gouvernementales aux défis climatiques et politiques sont faibles

##### Les conditions climatiques

- Le changement climatique et des cycles saisonniers provoquent l'augmentation du nombre et de la durée des inondations et des épisodes de sécheresse

##### La sécurité et la sûreté

- Le désengagement des forces militaires internationales en matière de défense se fait au détriment des acteurs sécuritaires nationaux et locaux
- La méfiance des communautés locales envers les acteurs militaires s'accroît
- La concurrence augmente entre communautés et groupes (par ex. chasseurs, agriculteurs, pasteurs) pour l'accès aux ressources naturelles de plus en plus rares
- Les GANE prolifèrent

#### Les zones concernées

Les trois pays, mais spécialement le Niger.

#### Impact général

La détérioration de la gouvernance accroît la méfiance des populations vis à vis des autorités et divise les communautés. Les populations recourent de plus en plus aux autorités coutumières et religieuses. Les effets des conditions climatiques défavorables, aggravés par l'incapacité des autorités à maîtriser l'accès aux ressources naturelles, poussent les agriculteurs à exploiter les espaces pastoraux et les pasteurs à utiliser les espaces agricoles. La raréfaction des ressources, telles que les pâturages et l'eau, accentue ainsi les tensions inter et intracommunautaires et la criminalité.



Alors que les conflits inter et intracommunautaires s'intensifient, ainsi que les affrontements entre les forces de défense et de sécurité nationales et les GANE, la non-reconnaissance des principes humanitaires et les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire par différents acteurs deviennent plus fréquentes. L'intensification des conflits a aussi un impact sur le commerce et provoque une diminution des investissements nationaux et internationaux, ainsi qu'une fuite des capitaux et une diminution de la collecte d'impôts. Les pays entrent dans une grave crise économique. L'état d'urgence déjà instauré dans le Liptako-Gourma est renforcé et s'étend à d'autres territoires, ce qui restreint les libertés individuelles et collectives (la libre circulation des personnes, l'interdiction de l'utilisation des motos, l'interdiction de regroupements des populations...). Cette application affecte tous les facteurs de production et constitue aussi une barrière d'accès aux services sociaux de base.

### Les conséquences humanitaires

Le nombre de personnes dans le besoin augmente significativement. Les besoins touchent tous les secteurs et ne peuvent pas être facilement couverts du fait du manque d'accès des populations aux services sociaux de base d'une part, et de la réduction de l'accès des humanitaires aux populations touchées d'autre part. Avec l'intensification des catastrophes naturelles et des conflits, les ressources deviennent de plus en plus limitées. L'insécurité aussi affecte la libre circulation des personnes. Cela a un impact sur la production et, par conséquent, sur les moyens de subsistance et sur la sécurité alimentaire. Des catégories de personnes potentiellement vulnérables (enfants, personnes âgées, femmes enceintes et allaitantes, personnes en situation de handicap) risquent d'être plus sévèrement affectées notamment par l'augmentation des maladies hydriques et de la malnutrition aigüe impactant le niveau de santé publique.

### Accès des populations affectées à l'aide humanitaire et aux services

En raison du conflit et de l'augmentation des déplacements de populations, de nouveaux besoins de protection émergent alors que la sécurité des personnes qui se déplacent pour accéder aux services sociaux de base et à l'aide humanitaire est compromise. Cette situation est aggravée par les inondations qui endommagent le réseau routier.

À cause des problématiques d'accès et/ou des épisodes de sécheresse prolongés, les ménages n'arrivent plus à s'approvisionner en denrées alimentaires. Notamment, l'extension de l'état d'urgence et l'interdiction d'utiliser les motos qui en résulte privent certaines populations d'un moyen de transport essentiel. Toutefois, dans certaines zones la population affectée parvient à utiliser des moyens de transport alternatifs.

Le droit et l'accès à l'éducation sont gravement compromis à cause de l'intensification des attaques contre les écoles ainsi que la dégradation des bâtiments et les dangers sur le chemin de l'école. Dans la dynamique du conflit, les écoles, les élèves et les enseignants deviennent des cibles particulières car ils sont perçus par certains groupes armés comme une extension de l'autorité centrale des États. De plus, il n'y a pas de gouvernance forte qui permet de financer des parcours éducatifs alternatifs, surtout au Burkina Faso et au Niger.

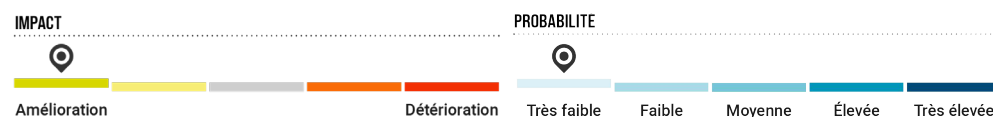
L'insécurité et les inondations entravent l'accès des populations aux centres de santé, provoquant une baisse des vaccinations et une interruption de traitements antirétroviraux pour les personnes vivant avec le VIH.

### Accès des acteurs humanitaires aux populations affectées

Alors que le conflit s'intensifie dans la région, l'aide évolue dans un environnement de plus en plus militarisé. Ainsi, l'imposition des escortes armées au Niger et au Burkina Faso est étendue, impactant l'application des principes humanitaires. Cela provoque la réduction, voire la suspension, de certains projets. Les projets de développement concentrés sur la résilience sont entravés à cause de la volatilité du contexte. Un recentrage s'opère sur les actions humanitaires d'urgence qui restent néanmoins complexes à mettre en œuvre. Certaines ONG se désengagent à cause de l'insécurité accrue et des risques de récupérations politiques. Pour les ONG et agences qui restent, l'approvisionnement est entravé non seulement par des problèmes logistiques majeurs, mais aussi par une perception négative de la part des gouvernants envers les opérateurs humanitaires. À cause des inondations, les infrastructures routières, déjà fortement dégradées ne peuvent être réhabilitées du fait de l'insécurité. Elles deviennent temporairement impraticables. La présence d'engins explosifs improvisés dans les zones de conflit met les populations locales ainsi que les humanitaires en danger, particulièrement en cas d'inondation lorsqu'ils peuvent être déplacés.

## SCÉNARIOS

## 4. Réduction des conflits et renforcement de la gouvernance des États; l'accès humanitaire augmente malgré des aléas climatiques saisonniers.



Dans les trois pays en question, la gouvernance commence à s'améliorer tant au niveau national que local à mesure que les nouveaux gouvernements font des progrès en matière d'inclusion et de redevabilité. Ainsi, ils bénéficient d'un niveau raisonnable de légitimité et de soutien des populations. Les capacités dans le domaine de la gestion des crises s'améliorent lentement. Les ressources commencent à être partagées de façon plus équitable à la suite de décisions politiques fortes en la matière et de l'augmentation progressive du nombre d'accords locaux de paix. Ces accords sont davantage pérennes grâce au démarrage de la mise en place de mécanismes de prévention et de résolution des conflits par les autorités nationales et locales. Cela a pour conséquence une réduction graduelle des conflits inter et intracommunautaires et une amélioration de la cohésion sociale. Les nouveaux gouvernements sont plus enclins à reconnaître les principes humanitaires et forment en conséquence les forces de défense et de sécurité en la matière. Suite à une meilleure organisation, elles sont aussi plus présentes sur le terrain. Néanmoins des abus sont encore signalés dans certaines régions et des populations restent sans protection. Les aléas climatiques persistent : une saison des pluies erratique provoque des inondations dans certaines zones et à l'inverse, un déficit pluviométrique et le climat aride provoquent de la sécheresse modérée et des feux de brousses dans d'autres zones. Les parties au conflit sont parfois à l'origine de ces feux.

### Les facteurs déclencheurs possibles

#### La gouvernance

- La société civile se renforce, développe davantage la veille citoyenne et milite pour plus de transparence et de redevabilité des gouvernements
- La pression financière exercée par la communauté internationale sur les gouvernements a un effet positif sur sa performance

- Des élections pacifiques garantissent plus de légitimité aux gouvernements
- Les systèmes judiciaires se renforcent et une application améliorée de la loi contribue à la mitigation des conflits
- Les gouvernements investissent davantage dans les secteurs sociaux de base

#### Les conditions climatiques

- La saison des pluies est encore erratique (inondations)
- Un déficit pluviométrique et un climat aride persistent dans autres zones (sécheresse modérée)

#### La sécurité et la sûreté

- Des mécanismes communautaires de mitigation et résolution des conflits sont développés et mis en œuvre par les autorités nationales et locales
- Les gouvernements centraux sont plus disposés à participer à des discussions inclusives sur des questions clés
- Les autorités nationales et internationales sont plus respectueuses des principes humanitaires et du caractère civil de l'aide
- La présence des forces de défense et de sécurité sur le terrain et leur formation s'améliorent lentement
- Le nombre de processus locaux de paix augmente et ils sont plus durables

### Les zones concernées

Des zones du Mali où les autorités ont déjà une présence plus forte (le sud du pays) et le Plateau-Central au Burkina Faso.

### Impact général

Les gouvernements centraux s'occupent davantage de questions sociales cruciales comme la croissance démographique rapide. Des nouvelles politiques visent à diminuer cette croissance et par conséquent la pression sur les ressources. Plus d'attention est donnée aux dynamiques du développement urbain et à l'expansion des terres agricoles qui empiètent sur les couloirs de transhumance. Grâce à une meilleure planification et à une efficacité accrue du système judiciaire, les conflits entre éleveurs et agriculteurs s'atténuent et les autorités locales sont plus réactives.

Au **Mali**, le processus de transition politique continue et permet la préparation des élections en 2022. Le gouvernement de transition implique certains groupes armés dans l'accord de paix entraînant une stabilisation des conditions de sécurité dans leurs zones d'activité. Au **Niger**, après d'un second tour électoral globalement transparent, le nouveau gouvernement a plus de légitimité. L'augmentation des effectifs militaires formés contribue à une meilleure protection des populations dans les zones de conflit.

## Les conséquences humanitaires

Les déplacements de populations deviennent globalement plus prévisibles. D'une part, les déplacements de populations en raison du conflit deviennent plus gérables car moins nombreux. Des incidents de protection localisés continuent mais globalement le nombre de victimes est en baisse. D'autre part, les déplacements vers les centres urbains à court et à long termes continuent en raison de conditions climatiques défavorables (sécheresse, inondations) qui persistent dans certaines zones et occasionnent une réduction des revenus agricoles et pastoraux. Suite aux catastrophes naturelles, les capacités d'adaptation des populations touchées restent faibles : leur biens, habitats, récoltes - et donc leurs moyens de subsistance - sont détruits ou gravement endommagés, provoquant des nouveaux besoins humanitaires. Ceux qui restent dans des zones inondées sont exposés aux maladies hydriques (par ex. le paludisme).

### Accès des populations affectées à l'aide humanitaire et aux services

Globalement les populations civiles sont mieux protégées et ont davantage accès aux services sociaux de base puisque la gouvernance des autorités s'améliore. Par exemple, grâce à la construction de nouveaux puits, l'accès à l'eau est amélioré dans certaines zones reculées. Les gouvernements augmentent aussi le nombre d'enseignants déployés, améliorant ainsi l'accès des enfants à une éducation de qualité. Cette distribution plus équitable des ressources contribue à une baisse des conflits inter et intracommunautaires. L'amélioration de la situation sécuritaire permet aux populations vivant en dehors des zones inondées de cultiver de façon continue. Certains ménages reprennent l'exploitation de leurs terres agricoles et ont ainsi accès à plusieurs moyens de subsistance. De ce fait, le nombre de personnes en insécurité alimentaire diminue.

### Accès des acteurs humanitaires aux populations affectées

L'amélioration de la situation sécuritaire et une gouvernance plus effective des autorités réduisent les contraintes opérationnelles d'accès et ouvrent l'espace humanitaire. Par exemple au Niger, le recours aux escortes armées n'est plus obligatoire et l'interdiction d'utiliser des motos est levée dans les trois pays. Les humanitaires ont un nouvel accès aux populations

précédemment isolées en raison du conflit et touchent donc un plus grand nombre de personnes dans les besoins. La stratégie d'acceptation qui implique de promouvoir le mandat humanitaire auprès des populations et des groupes armés dans les zones ciblées est mise en œuvre ce qui contribue à réduire l'amalgame humanitaires – acteurs armés. Les opérations militaires se réduisent et les conflits armés diminuent. L'accès aux services sociaux de base garantis par les États est renforcé. La meilleure offre de services et l'amélioration de la situation sécuritaire permettent aux acteurs humanitaires, aux acteurs de développement et aux autorités de mieux se coordonner renforçant l'efficacité des actions. Le nombre des QIP se réduit également.

Néanmoins, des difficultés d'accès logistiques perdurent notamment pendant la saison de pluies (juin-octobre) dans les zones les plus affectées où les routes deviennent temporairement impraticables. La présence de restes d'explosifs de guerre dans les zones de conflit met les populations locales ainsi que les acteurs humanitaires en danger, particulièrement en cas d'inondation lorsqu'ils peuvent être déplacés.

## LES POTENTIELS FACTEURS AGGRAVANTS

Les facteurs ci-dessous peuvent se produire au même moment qu'un ou plusieurs des scénarios présentés et ont le potentiel de provoquer des changements significatifs de la situation humanitaire.

### La COVID-19

PAYS	TAUX DE NOUVEAUX CAS DE COVID-19 NOTIFIÉS PAR 100,000 HABITANTS PENDANT 14 JOURS À LA 5 <sup>ÈME</sup> SEMAINE DE 2021
Burkina Faso	5.7
Niger	1.1
Mali	1.0

Source : ECDC 11/02/2021

En février 2021, le nombre de cas confirmés de COVID-19 reste bas dans les trois pays concernés. Compte tenu d'une hausse du nombre de cas journaliers entre novembre et décembre 2020, une vague plus étendue de COVID-19 est une possibilité. Après l'adoption de mesures strictes pendant la première vague épidémique, les gouvernements pourraient adopter cette fois des mesures moins restrictives considérant les graves répercussions économiques observées (OCHA 16/10/2020, discussion avec partenaires opérationnels 12/2020).

Ces allègements pourraient contribuer à l'augmentation du nombre de cas confirmés, particulièrement dans les centres urbains où la capacité de dépistage et la densité démographique sont plus élevées.

Une vague plus étendue de COVID-19 pourrait occasionner la surcharge des systèmes sanitaires déjà faibles (Refugees International 08/06/2020). Les populations pourraient ultérieurement éviter les centres de santé, même s'ils ont besoin d'assistance. Cela pourrait aussi impacter le traitement de la malnutrition.

L'impact économique des restrictions de mouvements et de la fermeture des frontières a été néfaste et pourrait s'accroître davantage si les autorités doivent les renouveler. La réduction des moyens de subsistance a particulièrement affecté les travailleurs du secteur informel (par ex. orpaillage, commerce, pasteurs nomades), qui constituent une grande part de la population active (Refugees International 08/06/2020), ainsi que les familles bénéficiaires des fonds de la diaspora, qui ont fortement diminué.

Un nouveau durcissement des restrictions pourrait également toucher davantage le secteur humanitaire, notamment l'import et la distribution de l'aide, ainsi que le déplacement du personnel national et international (IDMC 10/2020, discussion avec partenaires opérationnels 12/2020).

### **La politique étrangère et l'instabilité des pays voisins**

Les décisions militaires et diplomatiques des acteurs étrangers participants à des opérations au Sahel central sont toujours susceptibles d'avoir un grand impact sur les dynamiques conflictuelles. La politique de la nouvelle administration américaine guidée par le Président Biden n'est pas encore claire. Elle pourrait soit continuer dans le sens du désengagement militaire planifié par l'administration Trump, au détriment des troupes nationales et européennes, soit au contraire intensifier l'engagement américain avec les nouveaux gouvernements des trois pays (EEAS 03/12/2020, Foreign Policy 12/09/2020).

Au niveau européen, la France a essayé de trouver plus d'alliés pour ses opérations militaires afin de diminuer le nombre de troupes déployées (al Jazeera 06/11/2020). Il reste à voir comment l'implication croissante de nouveaux acteurs européens (par ex. la Suède et l'Estonie) pourrait évoluer et comment ces États interprètent le «Triple Nexus».

Les interactions entre les nouveaux gouvernements sahéens et les homologues étrangers doivent aussi être considérées. Il n'est pas clairement établi comment la France continuera son engagement auprès des autorités maliennes maintenant qu'elles ont manifesté explicitement leur intention d'instaurer un dialogue avec certains groupes armés, intention à laquelle le gouvernement français s'est opposé (Financial Times 27/10/2020) et qui pourrait influencer aussi la portée de l'aide humanitaire française.

L'instabilité dans les pays voisins continuera à affecter le Sahel central. De fait, un flux continu de réfugiés nigériens augmenterait davantage la pression sur les ressources au Niger (CSIS 17/11/2020), tandis qu'une nouvelle recrudescence du conflit en Lybie pourrait augmenter les mouvements des GANE actifs au Sahara (al Jazeera 23/01/2020).

### **Fonds institutionnels et conditionnalités**

Confirmant la tendance des dernières années, les fonds étatiques et institutionnels destinés à la défense sont susceptibles d'être nettement supérieurs aux fonds alloués aux services sociaux de base en 2021. De plus, les fonds d'aide disponibles sont susceptibles d'être guidés par des intérêts politiques ou sécuritaires instrumentalisant l'action humanitaire (ACF et al 2020).

Des changements des lois nationales et internationales relatives à la lutte contre le terrorisme peuvent aussi impacter l'accès humanitaire et conditionner la mise en œuvre des projets (CSIS 17/11/2020).

### **REMERCIEMENTS**

Ces scénarios ont été élaborés par ACAPS en collaboration avec NRC. ACAPS et NRC tiennent à remercier toutes les organisations qui ont contribué au développement de ces scénarios au cours des ateliers, des consultations et par courriel.

Les scénarios et le rapport ont été développés grâce à des fonds de l'Agence américaine de développement international (USAID), Bureau pour l'assistance humanitaire.





## ANNEXE 1. LES FACTEURS DÉCLENCHEURS

### Scénario 1

La gouvernance des États reste faible. L'intensification des conflits et des inondations localisées restreignent l'accès humanitaire.

### Scénario 2

Le conflit s'enlise et les gouvernances centrales des États s'effritent à mesure que l'influence des acteurs locaux augmente. L'accès humanitaire se réduit malgré l'amélioration des conditions climatiques.

### Scénario 3

Désengagement international et forte détérioration de la gouvernance des États. Une aggravation majeure des conflits et des aléas climatiques réduit largement l'accès humanitaire.

### Scénario 4

Réduction des conflits et renforcement de la gouvernance des États ; l'accès humanitaire augmente malgré des aléas climatiques saisonniers.

*Il convient de noter que la survenue d'un unique facteur déclencheur est rarement suffisant pour engendrer un scénario tel que décrit plus haut (ou pour impacter l'accès humanitaire). En réalité, la combinaison de plusieurs facteurs est généralement nécessaire. En suivant les indicateurs ci-dessous, il est possible de déterminer la direction vers laquelle la crise se dirige et quel(s) scénario(s) sont de plus en plus susceptibles de se matérialiser.*

SCÉNARIOS	1	2	3	4	INFORMATIONS CONTEXTUELLES
<b>L'accès humanitaire et aux services est susceptible de s'améliorer si:</b>					
Une météorologie favorable avec des aléas climatiques moins extrêmes est observée		✓			
La société civile se renforce, développe davantage la veille citoyenne et milite pour plus de redevabilité du gouvernement				✓	Selon CIVICUS, l'espace civique est actuellement obstrué au Burkina Faso et au Mali (niveau 3/5) et réprimé au Niger (niveau 4/5) (CIVICUS 2020). Des nouvelles restrictions des libertés civiles ont été introduites au Niger en 2020 (CIVICUS 29/06/2020).
La pression financière exercée par la communauté internationale sur les gouvernements a un effet positif sur sa performance				✓	
Des élections pacifiques ont lieu, garantissant plus de légitimité aux gouvernements				✓	<b>Niger:</b> l'élection présidentielle a eu lieu le 27 décembre 2020. Le second tour de la présidentielle s'est tenu le 21 février 2021 entre Mohamed Bazoum, ancien ministre de l'Intérieur, et l'ancien président Mahamane Ousmane (France24 21/02/2021). Les élections municipales et régionales ont eu lieu le 13 décembre 2020. <b>Mali:</b> le gouvernement de transition est censé diriger le pays jusqu'aux élections en 2022. <b>Burkina Faso:</b> l'élection présidentielle a eu lieu le 22 novembre 2020. Les élections municipales auront lieu en mai 2021 (EISA 12/2020).
Les systèmes judiciaires formels se renforcent et une application améliorée de la loi contribue à la prévention et résolution des conflits				✓	Selon l'indice global de l'état de droit, le Mali se classifie à la 111 <sup>me</sup> place (sur 128 pays) en termes d'efficacité du système judiciaire civil, le Niger à la 102 <sup>me</sup> place et le Burkina Faso à la 90 <sup>me</sup> (WJP 2020).



Des mécanismes communautaires de prévention et résolution des conflits sont appliqués par les autorités locales et nationales			✓	
Les gouvernements centraux sont plus disposés à participer à des discussions inclusives sur des questions clés			✓	
Les autorités nationales et internationales reconnaissent les principes humanitaires et le caractère civil de l'aide			✓	
La présence de forces de défense et de sécurité sur le terrain se renforce et leur formation s'améliore progressivement			✓	
Le nombre de processus locaux de paix augmente et les accords sont plus durables			✓	
<b>L'accès humanitaire et aux services est susceptible de se détériorer si:</b>				
La junte au Mali échoue dans sa promesse d'une transition vers un gouvernement civil et perd le soutien populaire	✓			Un coup militaire a évincé le Président élu Ibrahim Boubacar Keïta le 18 août alors que des manifestations contre le Président étaient en cours. L'ancien Ministre de la Défense, Bah Ndaw, est devenu Président ( <a href="#">BBC 05/12/2020</a> ).
Des sanctions internationales exercent une plus forte pression sur le Mali	✓			Après le coup militaire au Mali, la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CE-DEAO) a imposé des sanctions sur le pays. A la suite de négociations avec la junte malienne, ces mesures ont été levées en octobre 2020 ( <a href="#">Reuters 06/10/2020</a> ).
Les attaques sur les leaders communautaires au Niger s'intensifient	✓			Les GANE attaquent les leaders communautaires parce qu'ils représentent l'État. Les leaders reçoivent des menaces de mort, certains sont assassinés, des membres de leurs familles sont enlevés, notamment dans la région de Tillabéri-Tahoua ( <a href="#">OCHA 31/10/2020</a> , <a href="#">OCHA 24/11/2020</a> ).
Les groupes d'autodéfense échappent au contrôle étatique	✓			
La gouvernance au Niger chute en raison de la non-tenu des élections dans certaines zones à cause de l'insécurité	✓			La veille des élections municipales et régionales au Niger, le samedi 12 décembre, une attaque d'un GANE dans la région de Diffa a été signalée ce qui a empêché la tenue des élections dans cette région ( <a href="#">VOA news 13/12/2020</a> ).
Des longues périodes de précipitations sporadiques et en deçà des moyennes provoquent des sécheresses prolongées			✓	Les sécheresses au niveau régional sont récurrentes au Sahel central, provoquant de pertes de cultures, bétails et pâturages ( <a href="#">FAO 04/2019</a> , <a href="#">OCHA 16/10/2020</a> ).
Les tensions sociales à l'encontre des représentations de l'État augmentent	✓	✓		
Les tensions communautaires en lien avec la gestion des ressources naturelles et des services sociaux de base s'aggravent	✓		✓	
Les GANE prolifèrent et ils luttent contre les forces de défense et de sécurité nationales pour le contrôle des territoires et des ressources	✓		✓	
Des opérations militaires internationales plus agressives contre les GANes sont conduites	✓			
Les résultats des élections sont contestés et les gouvernements perdent en légitimité (manifestations, affrontements violents)			✓	Troubles, violences et affrontements ont eu lieu au cours de l'été 2020 alors que les manifestants maliens demandaient la démission du président Keïta ( <a href="#">BBC 08/08/2020</a> ; <a href="#">BBC 06/08/2020</a> ).



Le désengagement progressif de la communauté internationale entraîne une réduction de la pression exercée sur le gouvernement pour une meilleure performance			✓	Plusieurs acteurs internationaux ont fait preuve d'une certaine inconstance dans leur stratégie politique et leur déploiement au Sahel, notamment les États-Unis et certains États membres de l'Union Européenne (DW 31/01/2020 ; ECFR 01/12/2020).
Le changement climatique et des cycles saisonniers provoquent des inondations	✓		✓	Au cours de l'été 2020, des inondations ont affecté des régions du Mali, du Niger et du Burkina Faso (WFP 30/09/2020) touchant 516,000 personnes au Niger, 106,000 au Burkina Faso et 85,000 au Niger en date du 12 novembre (WFP 12/11/2020).
Le désengagement des forces militaires internationales en matière de défense se fait au détriment des acteurs sécuritaires nationaux et locaux			✓	
La méfiance des communautés locales envers les acteurs militaires s'accroît			✓	
La politisation de l'aide et des fonds augmente	✓			
Les projets à impact rapide et autres interventions militaires présentées comme humanitaires augmentent à court terme	✓			
<b>L'accès humanitaire et aux services est susceptible de ne pas évoluer si:</b>				
Les incidents violents continuent et chaque acteur armé maintient ses positions		✓		
Le conflit armé et les tensions intercommunautaires persistent, coupant certaines zones du reste de la région		✓		
Aucun investissement nouveau n'est fait dans les infrastructures et les services	✓			
L'État continue d'être absent dans une large partie du territoire et le fonctionnement des services sociaux de base n'est pas assuré	✓			
Les processus électoraux restent discrédités dans les trois pays	✓			
La saison des pluies est toujours erratique et provoque des inondations et des sécheresses saisonnières.			✓	
Les politiques sont encore davantage axées sur la sécurité et non sur la protection et l'inclusion			✓	
Les réponses gouvernementales aux défis climatiques et politiques restent faibles			✓	
Présence d'EEI qui sont susceptibles d'être déplacés en cas d'inondations	✓		✓	✓